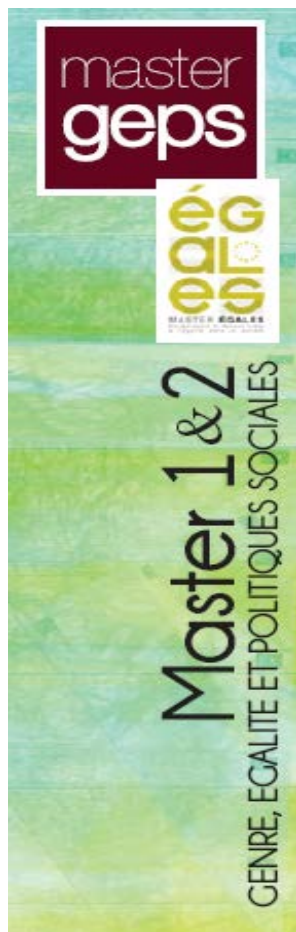


MSHS-T
BULLETIN D'INFORMATION ARPEGE SEMAINE 15 de 2014

1 - ANNONCES EN DIRECTION DES ÉTUDIANT-E-S, DOCTORANT-E-S ET POST-DOC

1.1

Ouverture de la campagne de recrutement des Masters GEPS et EGALES



Nous vous informons de l'ouverture de la campagne de recrutement des Masters 1 et 2 GEPS « Genre, Egalité et Politiques Sociales » et EGALES pour l'année universitaire 2014-2015.

Créé en 1993, la formation s'adresse à de futur-e-s professionnel-le-s de l'action sociale. Le recrutement est possible en formation initiale (à niveau L3 et M1) et en formation

continue (travail social, éducation, insertion, etc.).

Le Master GEPS est une formation universitaire appréhendant l'ensemble des politiques sociales sous l'angle des rapports sociaux de sexe. Sa spécificité réside dans le recours à des méthodologies et à des problématiques nouvelles, peu appliquées à ce jour au secteur social. Le Master EGALES, affilié au Master GEPS, permet en outre une mobilité d'études internationale

L'objectif de l'équipe pédagogique du Master est de former des professionnel-les ayant aiguisé leurs compétences réflexives (capacité à développer une analyse critique des politiques sociales du point de vue de l'égalité femmes-hommes), créatives et innovantes (être à même d'imaginer et d'accompagner les actions au sein d'équipes pluridisciplinaires), ainsi que techniques (avoir la maîtrise opérationnelle des principaux outils de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation de projets).

Les enseignements croisent approches théoriques et travaux de terrain (interventions de professionnel-le-s : structures partenaires, collectivités territoriales, associations, etc. et projets personnels).

Voir page suivante la plaquette de présentation des Masters et la note d'information sur la campagne de recrutement des candidat-e-s. N'hésitez pas à relayer l'information dans vos réseaux et/ou sur votre site Internet.

Contact : mgeps@univ-tlse2.fr

1.2 Offre de stage

L'Observatoire régional des violences faites aux femmes - Centre Hubertine Auclert propose un stage sur le thème
« État des lieux des dispositifs franciliens de prévention des violences faites aux femmes, d'accompagnement et de prise en charge des femmes victimes »

Date limite de réponse : 16 avril 2014

Type de contrat : Stage

Domaine de compétence : Coordination, Gestion de projet

Mission :

La/le stagiaire aura pour mission :

- Participer à la définition, avec l'équipe de l'Observatoire, de l'échantillon d'acteurs à interviewer impliqués dans la prise en charge des femmes victimes de violences dans 8 départements de la Région Île-de-France : services des collectivités territoriales ; associations d'aide aux victimes ; services médicaux, commissariats etc. ;
- Réaliser des entretiens face-à-face principalement et par téléphone avec des acteurs identifiés ;
- Collecter, analyser et synthétiser des informations écrites disponibles sur l'objet de l'enquête ;
- Rédiger un document final récapitulant les dispositifs de prévention, ' accompagnement et de prise en charge des femmes victimes qui existent dans chaque département de la Région Île-de-France mettant en lumière des bonnes pratiques et des actions novatrices ;
- Participer à la conduite des projets de l'ORVF et à l'organisation des évènements ponctuels de l'ORVF et du Centre.

Contexte :

En juillet 2013, le Centre Hubertine Auclert a intégré l'Observatoire Régional des Violences Faites aux Femmes qui a été inauguré le 25 novembre 2013. Les principales missions de l'Observatoire sont les suivantes : Renforcer la connaissance et l'expertise sur les violences faites aux femmes en Ile-de-France ; Mieux accompagner et protéger les femmes victimes de violences par la mise en réseau des actrices et des acteurs franciliens agissant sur ce champ ; Sensibiliser contre les violences faites aux femmes et identifier les outils existants ; Expérimenter des dispositifs innovants dans la lutte contre les violences faites aux femmes

L'enquête « État des lieux des dispositifs franciliens existants de prévention des violences faites aux femmes, d'accompagnement et de prise en charge des femmes victimes» a pour objectif d'élaborer une cartographie des acteurs associatifs et institutionnels franciliens ainsi que des dispositifs de prévention et d'accompagnement existants en Île-de-France; identifier des bonnes pratiques et des actions novatrices qui pourraient être modélisées afin de faciliter leur diffusion.

L'enquête concernera plusieurs types de violences : violences conjugales, violences faites aux femmes au travail, mutilations sexuelles féminines, mariages forcés, etc.

Elle aboutira à une cartographie consultable sur le site Internet du Centre Hubertine Auclert et à un annuaire papier.

Zone géographique : Paris - Île-de-France

Date de début de la mission : 12/05/2014

Durée de la mission : 6 mois

Rémunération ou indemnité : 436,05 euros/mois + tickets restaurant + remb partiel titre de transport

Personne ou service à contacter : Iman KARZABI, Chargée de mission ORVF, iman.karzabi@hubertine.fr

Date limite de réponse : 16 avril 2014

1.3



Appel à candidatures
École Doctorale d'Été Genre de Condorcet 2014
DU 8 AU 11 JUILLET 2014
INED, 133 Bd Davout, 75020 PARIS

« Genre et pratique de la recherche »

Date limite pour l'envoi des candidatures: 30 avril 2014

MODALITÉS DE PARTICIPATION

L'École Doctorale d'Été Genre de Condorcet (EGC 2014) est une formation intensive de 3 jours et demi pour les doctorant.e.s souhaitant approfondir les méthodes de recherche mobilisables pour les études de genre, en s'inscrivant dans une démarche pluridisciplinaire. Elle s'adresse aux doctorant.e.s en sciences sociales, humaines et politiques inscrits à l'université. 20 places sont disponibles dont la moitié est réservée aux étudiants inscrits dans les établissements partenaires du Campus Condorcet (Paris 1, Paris 3, Paris 8, Paris 13, EHESS, EPHE, Ined, ENC). Les candidatures présentant une problématique et un travail de terrain déjà avancés seront privilégiées. Les frais de déplacement et d'hébergement seront pris en charge par les organisateurs.

La formation doctorale EGC 2014, organisée cette année à l'Ined, portera sur « Genre et pratique de la recherche », et prendra la forme d'une école d'été de sept demi-journées. Les séances seront structurées autour de contributions de chercheur-e-s et d'enseignant-e-s des établissements partenaires du campus Condorcet. Les doctorant.e.s sélectionné.e.s seront sollicités pour présenter l'état des lieux de leurs recherches et leurs questionnements.

Les doctorants intéressés peuvent faire acte de candidature par l'envoi d'un résumé de leurs travaux en 350 mots, d'un CV ainsi qu'une lettre de motivation. Le dossier doit être envoyé par voie postale et par voie électronique aux adresses suivantes :

École Genre Condorcet / Michel Bozon, Ined, 133 boulevard Davout, 75980 Paris Cedex 20 (voie postale) et Michel Bozon, booz@ined.fr, Armelle Andro, armelle.andro@univ-paris1.fr (voie électronique)

- Intitulé recommandé pour les dossiers électroniques : fichier.egc2014.nom
- **Date limite de l'envoi des dossiers : 30 avril 2014**
- La sélection des dossiers par le comité de coordination scientifique se fera dans le courant du mois de mai.

COORDINATION :

Michel Bozon (INED, booz@ined.fr) Christelle Hamel (INED, hamel@ined.fr) Wilfried Rault (INED, wilfried.rault@ined.fr)

Armelle Andro (Paris 1 Panthéon-Sorbonne, armelle.andro@univ-paris1.fr)

PRÉSENTATION DE L'EGC 2014 :

Dans la continuité des deux précédentes écoles, l'Ecole d'été 2014 sera consacrée aux pratiques de la recherche dans les études de genre. L'approche retenue ne sera pas disciplinaire mais suivra les différentes étapes du processus de recherche : de la définition du sujet jusqu'à la rédaction de la thèse.

Les études de genre sont moins une discipline qu'un ensemble de questions, sur la construction du masculin et du féminin, et sur la hiérarchie des sexes et ses effets, qui traversent toutes les disciplines du savoir. L'approche de genre contribue à infléchir la méthodologie des disciplines des SHS. Nous nous proposons, à travers cette école d'été, d'interroger du point de vue du genre toutes les étapes d'une recherche :

- définir les objectifs visés, prendre conscience des prénotions, pré---constructions sociales et stéréotypes, s'approprier de façon critique les travaux existants.
- penser le matériau empirique sur lequel on travaille : définition des sources ou délimitation d'un corpus, réalisation d'une enquête, construction d'une campagne d'entretiens, appréhender les dimensions éthiques de la recherche.
- analyser les données : dialogue des méthodes, interprétation des résultats, limites de l'objectivation
- rendre compte de sa recherche : écriture et restitution.

Les matinées seront consacrées à des exposés théoriques par les membres de l'équipe pédagogique, à partir de leurs expériences de recherche personnelles. Les après---midis permettront de travailler collectivement sur les questions et problèmes rencontrés par les participants dans le cadre de leur recherche doctorale.

PRÉ-PROGRAMME

- **Mardi 8 juillet 2014** : *Définir des objectifs, l'espace normatif, les travaux existants.*
- **Mercredi 9 juillet 2014** : *Penser le matériau empirique.*
- **Jeudi 10 juillet 2014** : *Analyser et interpréter les données.*
- **Vendredi 11 juillet 2014** : *Écriture et restitution.*

ÉQUIPE ENSEIGNANTE

Mélanie Gourarier (Anthropologie), Stéphanie Kunert (Sciences de l'information et de la communication), Mathieu Trachman (Sociologie), Christelle Hamel (Sociologie), Armelle Andro (Démographie), Michel Bozon (Socio---Démographie), Wilfried Rault (Sociologie), Florence Rochefort (Histoire), Juliette Rennes (Science politique).

Informations pratiques

Dates : du 8 juillet 2014 au 11 juillet 2014.

Conditions de participation : Sur dossier de candidature à adresser avant le 30 avril 2014. Celui---ci doit comporter un curriculum vitae, une lettre de motivation et un court résumé (350 mots) du sujet de recherche.

Public concerné : Doctorant.e.s.

Lieu : Ined, 133 boulevard Davout, 75020 Paris

Hébergement : Pris en charge par les organisateurs (sur présentation de justificatifs)

Frais de transport : Pris en charge par les organisateurs (sur présentation de justificatifs)

1.4

Prix de thèse 2014 du GIS Institut du Genre Appel à candidature

Pour soutenir la jeune recherche et encourager la diffusion des connaissances dans le domaine du genre et des sexualités, le Groupement d'Intérêt scientifique Institut du Genre lance en 2014 un prix de thèse.

Date limite : 7 mai 2014

L'appel est consultable à l'adresse suivante:

<http://www.mshparisnord.fr/gis-institut-genre/index.php/soutien-a-la-recherche/prix-de-these.html>

Contact :

Isabelle PASTOR-SOROKINE

SG GIS Institut du Genre

CNRS

MSH Paris Nord

isabelle.pastor-sorokine@mshparisnord.fr

3 – JOURNÉES D'ÉTUDES, COLLOQUES, CONFÉRENCES À TOULOUSE ET DANS LA RÉGION

2.1

Laboratoire LISST

Atelier « *Homosexualité et Sciences sociales : un regard sur l'actualité de la recherche* »

Mardi 15 avril 2014

Université Toulouse 2 Le Mirail Maison de la Recherche, Salle D30

Matin : 9h15---12h30

Introduction : Jérôme Courduriès, Université Toulouse 2-Le Mirail, LISST-CAS, Ainhoa de Federico, Université Toulouse 2-le Mirail, LISST---CERS

Présidence : Martine Gross, CNRS, CEIFR

Ignacio Pichardo Galan, anthropologue, Université La complutense, Madrid, *Familles LGBT en Espagne*

Anna Amorim, doctorante en anthropologie, NIGS, Université Fédérale Santa Catarina (Floriànopolis, Brésil), LISST-CAS (CAPES---COFECUB), *L'accès des couples de femmes à l'AMP au Brésil*

Claudia Regina Nichnig, docteure en sciences sociales, post-doctorante, NIGS, Université Fédérale Santa Catarina (Floriànopolis, Brésil), LISST-CAS (CAPES-COFECUB), « *Pour être digne il faut être libre* ». *Reconnaissance juridique du couple de même sexe au Brésil*

Après-midi: 14h---17h

Présidence : Agnès Fine, EHESS, LISST---CAS

Alexis Annes, sociologue, enseignant chercheur, INP Toulouse, École d'Ingénieurs de Purpan, '*Allers-retours ville/campagne*' : *des gays ruraux en quête d'identité*

Régis Schlagdenhauffen, sociologue, post-doctorant, IRICE, *Restituer une trajectoire sexuelle tout au long de la vie: le journal intime inédit d'Eugène Wilhelm, juriste et sexologue*

Discussion et perspectives

Contact : jerome.courduries@univ-tlse2.fr / ainhoa.defederico@univ-tlse2.fr

2.2

RAPPEL

CRIAVS MP

Centre Ressources pour les Intervenants auprès
d'Auteurs de Violences Sexuelles Midi-Pyrénées

CONFÉRENCE

Pierre VERDRAGER

« L'enfant interdit. Comment la pédophile est devenue scandaleuse »

Jeudi 24 avril 2014

ENTREE LIBRE ET GRATUITE

134, route d'Espagne - 31057 TOULOUSE Cedex 9

Pierre Verdrager est sociologue. Il a travaillé sur différents domaines comme la culture, l'homosexualité et plus récemment sur la pédophilie. Son approche scientifique s'attache à restituer la richesse et la diversité des points de vue des acteurs sociaux tout en analysant leur portée sociale.

Dans son dernier ouvrage *L'enfant interdit. Comment la pédophilie est devenu scandaleuse*, Pierre Verdrager nous montre comment la pédophilie, il y a une trentaine d'année, était considérée dans certains milieux comme une cause « juste » alors qu'elle incarne, aujourd'hui, la figure de la monstruosité. Le sociologue nous propose de retracer l'histoire de ce retournement.

Inscription souhaitées à : CRIAVS Midi-Pyrénées 7, rue du Colonel Driant - 31400 TOULOUSE

Contact :

Tél : 05 61 14 90 10 / 05 61 14 90 11

Fax : 05 62 17 61 22

Courriel : criavs-mp@ch-marchant.fr

2.3

L'événement mensuel du Réseau
« WOMEN IN BUSINESS »- AMCHAM
*Réseau Professionnel qui s'adresse aux hommes et aux femmes
responsables salarié(e)s et dirigeant(e)s des entreprises*

Le 24 Avril 2014 - 12h 14h

**3 PLACE DU CAPITOLE
31000 TOULOUSE**

FONDATION D'ENTREPRISE
CAISSE D'ÉPARGNE MIDI-PYRÉNÉES

fondation pour l'art contemporain

Nous accueillons autour d'une discussion-échange

SYLVIE CHAPERON

Professeure à l'Université de Toulouse le Mirail
Spécialiste d'histoire du genre et de la sexualité

« Du féminisme aux études Genre »

Task-Force du chapitre Sud-Ouest de l'American Chamber of Commerce in France, qui par l'animation et la dynamisation de ses actions a vocation à **promouvoir l'harmonie des relations Hommes/Femmes, l'épanouissement des compétences individuelles dans l'égalité des droits** et plus globalement à **valoriser la Ressource Humaine capital « immatériel » des entreprises** dont les enjeux transversaux appartiennent à tous et à toutes.

Véritable "Think tank" diffuseur des Réflexions de société, qui porte et véhicule auprès des entreprises partenaires, les valeurs de la Diversité, de l'Egalité des Droits des Femmes et des Hommes et de la Responsabilité Sociale en Entreprise (RSE)

Nous pensons que la Lutte contre les stéréotypes, la transmission des valeurs d'égalité, de diversité, passent aussi par la culture, la recherche, l'éducation, l'information..... et la formation

Une inscription à l'événement par retour de mail est fortement recommandée

Et si vous le souhaitez, Vous pouvez adhérer au Réseau WIB - AMCHAM - En laissant vos coordonnées vous recevrez les modalités ...

wib.toulouse@gmail.com

<https://www.facebook.com/wibtlse>

<http://www.amcham-midipyrenees.net>

Martine DUBOIS-INISAN 06 84 54 40 13

Céline FERRER 06 63 03 99 86



2.4

Séminaire doctoral Arpege 2013-2014

« Genre et alimentation »

16 mai 2014 - 9H00 16h30 - SALLE OBM4 (derrière la MDR)

En collaboration avec Tristan Fournier



Si les recherches à l'interface des *gender studies* et des *food studies* ont fait l'objet d'une attention particulière aux Etats-Unis dans les années 1990, un examen approfondi des travaux francophones croisant les thèmes du genre et de l'alimentation laisse apparaître un angle mort dans la littérature relevant de ces deux champs, hormis les travaux de Priscille Touraille en France. Partant du constat que cette articulation reste un parent pauvre de la recherche, l'ambition de cette journée est de faire émerger les savoirs existants sur l'articulation de ces problématiques. En quoi les cadres théoriques développés dans le champ des études sur le genre peuvent-ils être pertinents pour l'analyse des pratiques alimentaires ? Et réciproquement, comment l'entrée par l'alimentation peut-elle contribuer à renouveler l'analyse des rapports de pouvoir entre les sexes ?

Programme

9h-9h30 : Accueil

9h30-10h15 - Introduction, par Tristan Fournier, sociologue, post-doctorant, CERTOP-CNRS, UTM, & Julie Jarty, sociologue, CERTOP-CNRS, UTM : **Mise en perspective des problématiques croisées genre et alimentation**

10h15-11h00

Hélène Guétat-Bernard, sociologue, Dynamiques Rurales, ENFA ; Alma Amalia Gonzalez, agronome, UNAM-PROIMMSE, Mexique et Agnès Terrieux, géographe, **Systemes alimentaires territorialisés, les expériences des circuits courts (comparaison France et Mexique)**

11h00-11h15 : pause café

11h15-12h00: Philippe Cardon, sociologue, CeRIES, Université Lille 3, **Viellissement, genre et alimentation. L'expérience genrée de la dépendance culinaire**

12h00-12h30 : débat général

12h30-14h00 - pause repas

14h00-14h45 : Amandine Rochedy, Doctorante en sociologie, CERTOP-CNRS, UTM, **Autisme, troubles du comportement alimentaire et enjeux sexués alimentation/santé**

14h45-15h30: Anne Dupuy, sociologue, CERTOP-CNRS, UTM, **Inégalités dans le travail domestique, parental, relationnel et émotionnel lié à l'alimentation et conséquences sur les variations dans les tensions éducatives**

15h30-15h45: pause café

15h45-16h30 : débat et conclusion de la journée

3 – MANIFESTATIONS NATIONALES

Pour connaître l'ensemble des manifestations nationales, consultez les dernières annonces du RING

<http://www.univ-paris8.fr/RING/index.php>

4 – RECHERCHE D'INTERVENANT-E

Pour une soirée organisée en partenariat avec la cave Le Petit Grain et la MJC de Rieumes et du Savès

(si possible) : vendredi 11 avril à partir de 20h (fin de soirée 23h grand maxi)

lieu : cave le Petit Grain de Rieumes (capacité de 16 personnes maxi incluant les organisateurs et l'intervenant)

budget : 50 euros sur facture émise par la MJC de Rieumes et du Savès

Description :

une première partie avec présentation d'une petite dizaine de tableaux (par les organisateurs MJC) : les participants doivent deviner si c'est un homme ou une femme qui a peint le tableau et motiver très rapidement leur réponse sur papier (environ 3/4 h)

durant la collation (assiette repas + boisson) on dépouille et on donne les réponses (environ 1/2 h).

Une deuxième partie avec décryptage par un professionnel des stéréotypes qui nous poussent dire que c'est plutôt un homme ou une femme qui a peint etc... et pourquoi ? (environ 3/4 d'h)

et enfin échange entre les participants s'il y a lieu pour terminer la soirée.

Il s'agit une soirée basée sous le signe de la convivialité le repas et le ou les boissons consommées par l'intervenant-e sont pris en charge.

Pour plus d'informations, contactez:

Maïa Desmoulins

06 64 15 47 46

5.1

RAPPEL

«The place of women in war1914-2014 »

Sarajevo, June 7th and 8th 2014.

Date limite : 12 avril 2014

The Women in War inaugural conference will take place in Sarajevo on June 7th and 8th, with the support of the University of Sarajevo's Gender department.

2014 marks the centennial of the start of World War One and a greater visibility of women in armed conflict.

As well as the numerous commemorative events and conferences that will be taking place, this centennial is a unique opportunity to assess the experience and consequences of war on women twenty years after the war in the ex-Yugoslav area (1991-1995), with a look towards the past as well as at conflicts of the same period, namely Rwanda.

This conference is the first academic one of its kind to be held in Sarajevo, we invite proposals for papers in the following or related areas. Although the focus is Bosnia, the examples can be taken from other regions of the world.

Gender and Armed Conflict
Women in and around the Military
War time rape
Gender and Nationalism
Gender and Post-war reconstruction
Men, Masculinity and War
Gendered Memories of War and Political Violence

Abstracts of **max. 350 words** should be submitted by **April 12** to carolmann33@gmail.com and nermina.trbonja@gmail.com

Authors of abstracts (selected or not) will be informed by May 1st 2014

Keynote speakers:

Cynthia Cockburn (to be confirmed)

Elissa Helms (confirmed) Gender Studies at the Central European University in Budapest, Hungary

Stef Jansen, University of Manchester (to be confirmed)

5.2



Colloque « Manuels scolaires, genre et égalité »

Paris, 2 juillet 2014

*Organisé par le Centre Hubertine Auclert,
Centre francilien de ressources pour l'égalité
femmes-hommes, en partenariat avec
Délégation aux droits des femmes et à
l'égalité des chances entre les femmes et les
hommes du Sénat et le Ministère des Droits
des femmes.*

Date limite pour l'envoi des propositions de communication : 30 avril 2014

Les études menées sur les représentations sexuées et sexistes dans les manuels scolaires existent en France et dans le monde depuis la fin des années 1970. Ces études pionnières, tout comme les travaux les plus récents mettent en lumière une très importante sous-représentation des femmes dans les manuels scolaires et la persistance de stéréotypes.

Si le constat existe, il est encore aujourd'hui, difficile de le faire connaître et reconnaître, de faire évoluer les manuels vers une représentation plus équilibrée des deux sexes.

Les enjeux de telles évolutions sont pourtant primordiaux :

- Les manuels sont des vecteurs de savoirs ET de valeurs et doivent donc contribuer à diffuser les valeurs de l'école républicaine dont l'égalité entre les femmes et les hommes fait partie.
- La sous-représentation des femmes et l'absence de questionnement du point du genre donnent à voir une histoire, une histoire des sciences et une histoire des arts masculines.
- L'absence de femmes et la persistance de stéréotypes ne permettent pas aux filles et aux garçons de se projeter dans des modèles diversifiés ;

Conscient-e-s de ces enjeux et suite aux trois études menées par le centre Hubertine Auclert sur des manuels scolaires du secondaire, nous souhaitons organiser une journée de réflexion et de travail dont les objectifs seraient les suivants :

- Faire le point sur les travaux les plus récents consacrés aux manuels scolaires du point de vue du genre dans l'ensemble des disciplines scolaires ;
- Se questionner sur la réception des manuels scolaires, tant du point de vue de l'utilisation des manuels par les enseignant-e-s, que de l'impact des manuels sur les élèves ;
- Réfléchir sur les liens entre contenu des programmes scolaires et contenu des manuels ;
- Réfléchir sur la dimension économique des manuels et voir si celle-ci pourrait constituer un levier sur la question de l'égalité ;
- Valoriser des « bonnes pratiques », y compris internationales, qui ont permis l'évolution des représentations dans les manuels scolaires ;
- Travailler sur les leviers à mettre en place afin de mobiliser efficacement les acteurs et actrices de la chaîne du manuel scolaire.

La matinée du colloque sera ainsi consacrée à la présentation de travaux de recherche récents. Les communications, d'une durée de 20 minutes, seront faites en français. Les propositions de jeunes chercheuses et chercheurs sont encouragées. Des actes du colloque seront publiés fin 2014.

SOUMISSION

Les propositions doivent être envoyées à amandine.berton-schmitt@hubertine.fr
Elles seront d'environ 3000 signes et comporteront une courte bibliographie de la communication envisagée.
Les frais de transport et d'hébergement des intervenant-e-s seront pris en charge.

CALENDRIER

- ✓ **Date limite d'envoi des propositions de communication : 30 avril 2014**
- ✓ Notification d'acceptation : 10 mai 2014
- ✓ Colloque : 2 juillet 2014

COMITÉ SCIENTIFIQUE ET D'ORGANISATION

Amandine Berton-Schmitt, Chargée de mission Education au Centre Hubertine Auclert Sylvie Cromer, Sociologue, Enseignante-chercheuse à l'Université de Lille 2
Nicole Mosconi, Professeure émérite en sciences de l'éducation à Paris X-Nanterre Evelyne Nakache, Vice-présidente Centre Hubertine Auclert
Gaël Pasquier, Docteur en sciences de l'éducation, Paris X-Nanterre Cecile Ropiteaux, Enseignante, représentante de la FSU
Un-e représentant-e de l'association Mnémosyne, association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre

Information : www.centre-hubertine-auclert.fr

5.3 RAPPEL



« Travail et maternité dans l'aire méditerranéenne »

L'association DEMETER-CORE organise un nouveau **colloque international les 16 et 17 janvier 2015, ouvert aux chercheurs scientifiques de toutes disciplines** ainsi qu'aux **associations et acteurs de terrain**.

Date limite pour l'envoi des propositions : 1^{er} mai 2014

Le comité scientifique répondra avant le 30 juin. Le texte de proposition ne devra pas dépasser 1500 signes ou 300 mots.

Contacts : Yvonne Knibiehler (yvonne.k@club-internet.fr - tel : 04 42 23 35 43)
Brigitte Hess (brigitte.hess@free.fr - tel : 06 88 96 82 55)

*Ce colloque prolongera la réflexion amorcée au cours du précédent colloque : **La maternité à l'épreuve du genre dans l'aire méditerranéenne.** (Aix-en-Provence, janvier 2011). Actes publiés par les presses de l'EHESP, Rennes 2012.*

Argument

Selon les économistes de l'ère industrielle le "travail" est "productif" (producteur de valeur marchande), il se vend et s'achète sur le marché, relève de la sphère publique, et appartient essentiellement aux hommes. Les activités liées à la reproduction (mise au monde et première éducation des enfants) n'entrent pas dans la catégorie "travail" parce qu'elles ne se vendent pas et n'auraient donc pas de "valeur"; relevant de la sphère privée, elles sont confiées aux femmes, mères et futures mères, sous le contrôle des pères. Cette distinction a été remise en question depuis les années 1970¹, à mesure que s'installait la société "postindustrielle". D'une part l'essor économique des "Trente glorieuses" a stimulé le développement du "travail productif", à tel point qu'il est devenu le grand organisateur des sociétés contemporaines : il tend à annexer "le travail reproductif" en le professionnalisant. D'autre part les femmes, mères comprises, sont sorties de la sphère privée pour entrer massivement sur le marché du "travail", où elles exercent des activités rémunérées, sans renoncer pour autant à enfanter.

Ce bouleversement fondamental des mœurs et des représentations, vivement encouragé par le féminisme, s'est traduit par l'émergence de nouveaux enjeux sociaux que les sciences humaines s'efforcent d'analyser². La plupart des études ont pris le "genre" comme base d'investigation, sans faire toujours la différence entre les femmes qui ont des enfants et celles qui n'en ont pas. Pendant ce temps une littérature abondante et éloquente exprimait la souffrance de celles qui assument une "double journée"³. Depuis une quinzaine d'années, l'Union européenne a incité ses membres à prendre des mesures pour faciliter la "conciliation" travail-famille et soutenir les mères en emploi en améliorant l'accueil des jeunes enfants⁴. Aujourd'hui le problème semble concerner également certains pères, qui souhaitent se réaliser non seulement dans leur travail mais aussi dans la paternité. Les relations entre la sphère privée et la sphère publique connaissent de nouveaux remaniements, que le féminisme devra, lui aussi, prendre en compte. La définition même du "travail" est remise en question⁵.

Ce colloque doit mettre en valeur l'identité plurielle de mère et de travailleuse. Il vise à observer attentivement *non pas les femmes mais les mères qui cumulent le travail "productif" et le travail "reproductif"*, en tenant compte des conditions sociales, des structures familiales de l'organisation du travail (urbain, rural, industriel, de service, etc.), et des politiques publiques. Ce questionnement sera focalisé sur l'aire méditerranéenne. Pourquoi ? Sans doute parce que le culte de "la bonne mère" y a toujours été célébré avec ferveur, depuis la plus haute antiquité !... Et aussi parce que la "société salariale" s'y généralise plus tardivement : l'externalisation des charges domestiques (grâce à des politiques publiques comme en France, ou grâce à des initiatives privées comme aux Etats-Unis) y reste encore peu développée. D'ailleurs, le nord, le sud et l'est de la Méditerranée offrent une

¹ Voir notamment Christine Delphy, "L'ennemi principal", *Partisan. Libération des femmes années zéro*, numéro spécial octobre 1970. *Le sexe du travail*, Presses universitaires de Grenoble, 1984

² Margaret Maruani et Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France : 1901-2011*, La Découverte 2012. -- *Etat/Travail/Famille, "conciliation" ou conflit?* Coordonné par Jacqueline Heinen, Hélène Hirata et Roland Pfefferkorn. *Cahiers du Genre* n°46, 2009. -- *Conciliation travail-famille*, sous la direction de Chantal-Nicole Drancourt, L'Harmattan 2009. -- *Travail, genre et sociétés*, n°24 (2010), n°25 (2011), n°27 2012.

³ Parmi beaucoup d'autres, les publications de Michèle Fitoussi ont connu un succès international : *Le Ras-le-bol des super women*, Calmann-Lévy 1987, et *Lettre à mon fils*, Calmann-Lévy 1994.

⁴ Anne-Marie Daune-Richard, Marie-Thérèse Letablier, "L'accueil des enfants: enjeux des réformes et appel aux entreprises dans quatre pays européens", *Politiques sociales et familiales*, n°103, mars 2011

⁵ Dominique Méda, avec Patricia Vendamin, *Réinventer le travail*, Puf 2013

grande variété de situations. Cette diversité s'explique-t-elle seulement par des décalages d'ordre socio- économique, liés plus ou moins à la colonisation? Ou bien quels autres facteurs méritent d'être pris en compte?

Principales investigations

Les mères et les activités rémunérées

Nombre et âge de leurs enfants. -- "Travaillent"-elles par nécessité économique ? Sinon pourquoi ? -- Vivent-elles en couple, en famille, en solo ? -- Quelles activités exercent-elles ? Les ont-elles choisies ? Si oui selon quels critères ? -- Travaillent-elles à temps complet ou à temps partiel ? Par nécessité, par choix de vie ou par "choix contraint" ? -- Sont-elles protégées en tant que mères ? Par qui et de quelle manière? -- Certains métiers leur sont-ils réservés, d'autres interdits ? -- Le travail a-t-il un impact sur le nombre d'enfants? L'arrivée de l'enfant modifie-t-elle le rapport au travail ?

Quand la mère "travaille", comment se modifient les relations à l'intérieur de la famille ? Notamment entre le père et la mère ? -- Entre la mère et la fille (éducation maternelle) ? -- L'espace domestique est-ce un lieu de pouvoir ? ⁶

Les mères expriment-elles des revendications ? Par quels relais et en quels termes ? -- Existe-t-il des mouvements d'opinion pour ou contre leur choix de vie?

La professionnalisation

Les tâches "reproductives", naguère invisibles, peuvent-elles être professionnalisées hors de l'espace privé ? Il faut sans doute distinguer trois catégories : les travaux domestiques (préparation de la nourriture, entretien du logement et des vêtements) ; les soins donnés (care?) ; les contraintes biologiques (grossesse et accouchement, allaitement).

Qui accueille, garde, soigne les enfants de la mère qui "travaille"?

S'il existe des crèches et des garderies, par qui sont-elles fondées et gérées ? Comment le personnel est-il recruté, formé, rétribué ?

Les "assistantes maternelles" ⁷ élèvent les enfants des autres. Reçoivent-elles une formation professionnelle ? Comment sont-elles rémunérées ? Est-ce là un marché libre ? Comment s'organisent les relations entre une assistante qualifiée et une mère (ou des parents)

Mobilités, Migrations

Les migrantes sont souvent tiraillées entre leur culture d'origine, qui retient les mères au service de la famille, et la culture du pays dit d'accueil, qui pousse toutes les femmes, mères comprises, vers des activités rémunératrices. Comment choisissent-elles ? Comment jouent les politiques publiques : offrent-elles des formations ?

Certaines mères viennent des pays en développement pour soigner les jeunes enfants (et/ou des personnes âgées) dans des familles occidentales. Cette question, vaste et complexe, ne sera pas abordée au cours de ce colloque.

Références historiques

Des exemples pris dans la longue durée, depuis l'Antiquité, peuvent être éclairants.

⁶ Dans cette perspective, on peut se demander si le travail est un facteur de transformation des représentations et des pratiques dans la vie familiale. Cf. Leila Bouasria, *Les ouvrières marocaines en mouvement. Qui paye? Qui fait le ménage? Et qui décide?*, Paris, L'Harmattan 2013. -- Hakima Mounir, *Entre ici et là-bas. Le pouvoir des femmes dans les familles Maghrébines*, Presses universitaires de Rennes, 2013

⁷ Voir la thèse de sociologie de Anne Tirmarche-Issemann, *L'institutionnalisation de la fonction d'assistante maternelle. La reconfiguration de l'économie domestique*. Université de Strasbourg. 20 septembre 2011

5.4

Journée d'étude

« La prostitution urbaine en Europe du Moyen-Âge à nos jours »

Cette journée souhaite privilégier, sans exclusivité toutefois, les jeunes chercheur.es (étudiant.e.s en master, doctorant.e.s, post-doctorant.e.s).

Date limite pour les propositions de communication : 18 mai 2014

Considérée comme un problème sociétal, la prostitution est périodiquement remise au cœur de l'actualité médiatique et législative. Les recherches en sciences sociales autour de ces questions se sont développées à partir des années 1970. Ces années ont vu les mobilisations de prostitué.es avec l'occupation de l'église Saint-Nizier en 1975 mais aussi la parution d'un livre majeur pour l'histoire de la prostitution en France : *Les Filles de noce* d'Alain Corbin. Si les publications sur les prostitutions vont sans cesse croissant [Le Corre, 2011], ce n'est qu'à partir des années 2000 que de jeunes historiens et historiennes, sensibles à l'histoire des femmes et du genre, se sont emparés de la question et en ont considérablement renouvelé l'approche.

« Prostituée » vient du latin *prostituere* qui signifie « mettre devant, exposer au public » et son usage en français est attesté depuis le XVI^{ème} siècle. L'invariant du terme de prostituée ne doit pas cacher le parcours historique d'une notion qui, entre le XVI^{ème} siècle et aujourd'hui, s'est considérablement modifiée. De même, qu'il ne doit pas faire penser qu'il ait fallu attendre le XVI^{ème} siècle pour que « le plus vieux métier du monde » se développe en France. Couvrant une période qui va du Moyen Âge à nos jours, cette journée d'étude devrait être l'occasion de mettre en lumière l'historicité de l'activité prostitutionnelle en abordant les différentes étapes par lesquelles les prostitutions et leurs gestions sont passées au fil des siècles en Europe.

S'il est important de relire l'histoire de la prostitution en Europe à l'aune des avancées méthodologiques et historiographiques proposées par l'histoire du genre et des sexualités, cette journée d'étude entend également mener une réflexion transversale sur la place de la prostitution dans la ville et l'imbrication des dynamiques sociales et spatiales dans l'élaboration des formes prises par l'activité prostitutionnelle. Les axes suivants seront plus particulièrement privilégiés — ce qui n'exclut pas d'autres approches ou d'autres thématiques (et leur croisement) qui ne trouveraient pas leur place au sein des sous-thèmes.

Espaces et lieux de l'activité prostitutionnelle

Les sciences sociales françaises abordant les questions de sexualité ne se sont intéressées que très tardivement à leur dimension spatiale. La géographie française n'a fait que marginalement place aux études sur les questions de sexe et de genre contrairement aux travaux des géographes anglophones [Séchet, 2009]. En histoire, les rares travaux abordant les sexualités sous l'angle de la dimension spatiale portent sur les cultures gays et lesbiennes ou sur le monde prostitutionnel principalement aux époques modernes et contemporaines [Benabou, 1987 ; Hubbard, 1999].

Pourtant les déambulations des prostitué.es à travers la ville, l'emplacement des lieux de prostitution (officiels ou clandestins), les arrestations et la présence d'agents de l'autorité, les tensions entre « filles publiques » et riverains tissent à chaque fois des territoires prostitutionnels uniques. Dans quel(s) quartier(s) ou lieu(x) se trouvent les prostitué.es ? Que nous révèlent-ils de la place économique et morale accordée à l'activité prostitutionnelle dans l'espace urbain ? Quels impacts ont les dynamiques urbaines sur la géographie de la prostitution ? Qu'est-ce qui explique l'apparition, l'aménagement, la disparition voire la destruction d'espaces voués à la prostitution, que

ce soit à l'échelle de la ville, du quartier ou de la rue ? Les territoires de la prostitution dessinent-ils en creux une géographie hétérosexuelle de la ville ?

Prostitution et ville coloniale

L'histoire des femmes et du genre a profondément renouvelé l'histoire de la domination européenne outre-mer et de la transformation des sociétés qui s'y trouvèrent confrontées, en démontrant notamment l'importance d'une approche intersectionnelle — prenant en compte le genre, la race et la classe —, des questions de famille, de mariage et de sexualité [Stoler, 2013]. Dans cette perspective, nous aimerions interroger les spécificités éventuelles de la prostitution coloniale et ce qu'elles peuvent révéler des rapports sociaux en contexte colonial. L'activité prostitutionnelle est-elle hiérarchisée et organisée racialement ? Et comment ? Qui sont les prostituées indigènes ? Leur situation diffère-t-elle des prostitué.es blanc.hes et/ou en provenance de la métropole ? Enfin, l'entreprise coloniale étant presque toujours une entreprise militaire, comment les autorités militaires gèrent-elles les « besoins sexuels » des soldats en garnison, lors des campagnes militaires ? L'organisation de la prostitution dans les villes à forte présence militaire (ports, villes-garnisons) est-elle comparable en métropole et aux colonies ?

Du contrôle à la définition : autorités publiques, activités policières et réglementations

Les travaux de Gail Pheterson ont montré combien le terme de « prostituée » et ses équivalents insultants « putain », « catin » étaient des stigmates de genre spécifiques aux femmes. Toute femme s'expose à être stigmatisée de la sorte dès qu'elle s'adonne à des rapports sexuels jugés immoraux mais aussi en raison de son appartenance sociale, de son apparence physique, des violences qu'elle a subies, de sa conduite, et de sa présence en certains lieux [Pheterson, 2001].

Dans cet axe, il s'agit de s'intéresser aux différents textes, politiques et dispositifs publics encadrant l'activité prostitutionnelle — qu'ils soient législatifs, juridiques, policiers, municipaux, sanitaires, etc. — et aux frontières qu'ils révèlent et contribuent à établir entre les différentes formes de sexualités. La prostitution est-elle considérée comme une sexualité vénale ? Criminelle ? Déviante ? Et qu'en est-il des personnes qui se prostituent ? Quelles sont les formes de prostitution contrôlées, réprimées et pourquoi ? Quel modèle de sexualité légitime et de « bonne sexualité féminine » se dessine-t-il en creux ? Que nous révèle l'action publique encadrant la prostitution des conceptions sociales et morales d'une époque en matière de sexualité ?

Prostitution, mariage et échanges económico-sexuels

L'effcience toujours actuelle du stigmatisme de putain ne doit cependant pas faire croire à une définition anhistorique et universelle de la prostitution [Karras, 1996 ; Bard, Taraud, 2003]. Les travaux de Paola Tabet ont montré que ce n'était pas la prestation qui définissait la transaction prostitutionnelle mais la forme qu'elle prend dans un contexte historique, social et culturel particulier. Ainsi, ce qui conduit à nommer prostitution certaines formes de sexualité féminine, c'est la transgression des règles qui structurent et définissent la ou les formes de sexualité légitimes, notamment le mariage [Tabet, 2004].

Dans cette perspective, que nous révèlent les formes de l'activité prostitutionnelle sur l'ensemble des sexualités ? Comment sont pensés les rapports entre mariage et prostitution pour les hommes et/ou pour les femmes, pour les client.es et pour les prostitué.es ? Comment la prostitution est-elle conçue et définie par rapport aux autres formes de sexualité hors mariage (concubinage, adultère, amours libres, etc.) ?

Un mal nécessaire? Églises, religion et prostitué.es

Très tôt, la religion s'est emparée du problème que posait la prostitution à ses yeux. Ainsi, les discours et réflexions à son sujet reviennent au fil des siècles dans les textes religieux [Brundage, 1976]. En ce qui concerne le christianisme, les arguments de saint Augustin sont repris durant l'ensemble du Moyen Âge, justifiant l'activité prostitutionnelle afin de préserver l'ordre matrimonial. Ces arguments reviennent notamment dès qu'un modèle réglemmentariste se met en place. Au XIX^{ème} siècle, cette conception augustiniennne de la prostitution en tant que mal nécessaire est combattue tant par des mouvements féministes que par des ligues de moralité publique [Corbin, 1978]. Joséphine Butler, fondatrice de la *Ladies National Association for the Repeal of the Contagious Diseases Acts* était femme de pasteur et quaker : son engagement politique envers les droits des prostituées tout comme sa « croisade abolitionniste » étaient en partie guidés par sa foi [Regard, 2013 ; Machiels, 2009].

Des contributions s'intéressant aux relèvements des « filles perdues » et la préservation des jeunes filles ainsi qu'à la place prise par l'action envers les prostitué.es dans les œuvres de charité féminines sont attendues. Mais nous apprécierons également des communications abordant les discours religieux et théologiques, l'attention portée aux sexualités illégitimes et/ou vénales dans les pratiques confessionnelles ou la fréquentation ecclésiastique des prostitué.es.

Acteurs et actrices

Dans leur très grande majorité, les études historiques abordent la prostitution sous l'angle du législatif, de la répression, de la statistique et des représentations. Contrairement à d'autres travaux de sciences humaines — sociologie et anthropologie notamment — et en raison des sources et des matériaux propres à la discipline historique, elles permettent rarement de faire émerger la parole des principaux concerné.es, qu'ils soient prostitué.es, proxénète, client.es.

Dans cet axe, on s'intéressera autant aux discours émis par les différents protagonistes qu'à la place prise par la prostitution dans leurs trajectoires personnelles, sociales et/ou professionnelles. Comment devient-on prostitué.e mais aussi proxénète, comment passe-t-on de l'un à l'autre ? Quelles sont les évolutions possibles au sein du monde prostitutionnel, et en dehors ? Qui sont les client.es ?

MODALITÉS DE PARTICIPATION

La journée souhaite privilégier, sans exclusivité, les jeunes chercheur-e-s (étudiant.es en master, doctorant.es, post-doctorant.es).

Les propositions de communication, rédigées en français, doivent nous parvenir en format doc. ou pdf et contenir les informations suivantes :

- nom, prénom
- statut et rattachement institutionnel
- adresse mail de l'auteur.e
- titre envisagé de la proposition
- résumé d'une page maximum

Les propositions de communication doivent être envoyées au plus tard **le 18 mai 2014** en affichant en objet du mail nom, prénom et JEP2014 à :
agathe.robby@gmail.com lolagonzalez@wanadoo.fr

La journée se déroulera en **novembre 2014 à l'Université Toulouse Le Mirail**. La date et le lieu exacts seront précisés ultérieurement. Le choix des communications sera communiqué par mail le **20 juin 2014**.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter les responsables scientifiques de la journée :

Lola Gonzalez-Quijano (Paris, LaDéhis) : lolagonzalez@wanadoo.fr Agathe Roby (Toulouse, Framespa) : agathe.robby@gmail.com

BIBLIOGRAPHIE

Erica-Marie Benabou, *La prostitution et la police des mœurs au XVIIIème siècle*, Paris, Perrin, 1987.

Christine Bard, Christelle Taraud, *Clio, Prostituées*, n°17, 2003.

James. A. Brundage, « Prostitution in the Medieval Canon Law » *Journal of Women in Culture and Society* 1, n°4 (1976): p. 825–845.

Alain Corbin, *Les Filles de noce. Misère sexuelle et prostitution au XIXème siècle*, Paris, Aubier, 1978.

Phil Hubbard, *Sex and the City: Geographies of Prostitution in the Urban West*, London, Aldershot et Ashgate, 1999

Marylène Lieber, Ellen Hertz, Janine Dahinden, *Cachez ce travail que je ne saurais voir : ethnographies du travail du sexe*, Lausanne, Antipodes, 2010.

Christine Machiels, Éric Pierre, *La Prostitution des mineur(e)s au XXème siècle*, Roubaix, ENPJJ, 2008.

Lilian Mathieu, *La Condition prostituée*, Paris, La Discorde, 2007.

Ruth Mazo Karras, *Common women: prostitution and sexuality in Medieval England*, New York, Oxford University Press, 1996.

Leah Otis-Cour, *Prostitution in medieval society: the history of an urban institution in Languedoc*, Chicago ; London: University of Chicago press, 1985.

Gail Pheterson, *Le Prisme de la prostitution*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Jacques Rossiaud, *Amours vénales : la prostitution en Occident, XIIème-XVIème siècle*, Paris, Aubier, 2010. Frédéric Regard (éd.), *Féminisme et prostitution dans l'Angleterre du XIXème siècle : la croisade de Joséphine Butler*, Lyon, ENS éditions, 2013.

Raymonde Séchet, « La prostitution : enjeux de géographie morale dans la ville entrepreneuriale : lecture par les géographes anglophones », *L'Espace géographique* 38, n°1 (2009) : p. 59-72.

Ann Laura Stauler, *La Chair de l'empire. Savoirs intimes et pouvoirs raciaux en régime colonial*, Paris, La Découverte, 2013.

Paola Tabet, *La Grande arnaque. Sexualité des femmes et échanges économique-sexuels*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Christelle Taraud, *La Prostitution coloniale: Algérie, Tunisie, Maroc (1830-1962)*, Paris, Payot, 2003. Judith R. Walkowitz, *Prostitution and Victorian Society : Women, Class and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

5.5

« Les femmes dans le monde académique »

Paris, 25, 26, 27 mars 2015

Soumission des propositions de communication avant le 26 mai 2014

Le colloque est une action du projet TRIGGER (*transforming institutions by gendering contents and gaining equality in research*) et aura lieu au sein des établissements de la Communauté d'Universités Sorbonne Paris Cité : Université de Paris Sorbonne Nouvelle, Université Paris Descartes, Université Paris Diderot, Université Paris 13 Villetaneuse.

Contexte :

Le colloque s'inscrit dans le cadre des évolutions récentes dans l'enseignement supérieur plus particulièrement la mise en place des chargé-e-s de mission « égalité » dans les institutions, d'une part, et la création des Communautés des universités, d'autre part. Ce projet est le fruit d'une coopération entre les chargées de missions des différents établissements au sein de Sorbonne Paris Cité.

Actualité :

Les recherches sur la place des femmes dans le monde académique se sont sensiblement développées ces dix dernières années. De l'ouvrage *Les enseignantes-chercheuses à l'université* en 2002 à la parution du livre *Le plafond de fer de l'université* en 2010, de nombreux articles et numéros de revue se sont intéressés aux liens ambigus entre sciences, recherche et genre. Le livre blanc de l'Association Nationale pour les Études Féministes, *Le genre dans l'enseignement supérieur et la recherche, publié en 2014* met en lumière la persistance des inégalités des sexes. Les études sur ce thème font principalement deux constats à partir de données quantitatives : la déperdition des femmes à mesure que l'on avance dans la hiérarchie des enseignements et des statuts; le caractère apparemment sexué des disciplines universitaires, même si le « sexe » des disciplines évolue au cours de l'histoire. Des études qualitatives ont permis de rendre compte d'un certain nombre de facteurs à l'origine de ces ségrégations horizontales et verticales. Sont ainsi fréquemment donnés comme facteurs explicatifs, 1/la socialisation différentielle à laquelle sont soumis hommes et femmes depuis l'enfance qui produirait des attentes et des stratégies de carrière différentes ; 2/ la division sexuelle du travail et la conciliation famille/carrière rendue difficile pour les femmes en raison de leur prise en charge quasiment exclusive de l'univers domestique ; 3/ enfin sont de plus en plus mises en avant les résistances de l'institution qui serait elle-même productrice de normes genrées à l'origine de discriminations. En outre, de nombreux stéréotypes de genre affectent encore les représentations du travail et de celles ou ceux qui le font, ce qui n'est pas sans incidences sur l'évaluation des dossiers, la perception de "l'excellence", les carrières différenciées et le "plafond de verre".

Enjeux :

Ce colloque transdisciplinaire aura pour ambition, à partir d'une approche comparative à l'échelle internationale, d'une part d'actualiser les données chiffrées sexuées concernant la place des femmes dans les différentes disciplines académiques mais aussi dans les différents corps, y compris administratifs, des universités ; d'autre part d'identifier les obstacles persistants aux carrières féminines, tout en prenant en compte les différents programmes mis en place en faveur de l'égalité pour évaluer leur efficacité.

Les questionnements suivants sont privilégiés avec une première entrée dans la question scientifique et une deuxième entrée plus politique en puisant dans des perspectives émanant des sciences humaines et sociales (histoire, sociologie, économie, psychologie, sciences politique, philosophie morale...).

Questionnements scientifiques

- Approche historique : de quelle manière l'enseignement supérieur et la recherche se sont féminisés (travaux sur les pionnières)?
- Analyse socio-historique des carrières des femmes dans l'enseignement supérieur et la recherche.
- Approches socio-démographiques du plafond de verre dans l'enseignement supérieur et la recherche
- Féminisation = dévalorisation ? L'orientation sexuée des étudiant.e.s.
- Femmes en sciences et médecine : l'articulation vie professionnelle, vie privée ; le sexe des spécialités ; les effets de genre dans la recherche scientifique et médicale.
- Approche psycho-sociale : la souffrance au travail

Questionnements politiques

- Quelles politiques et quels résultats ? Evaluation des initiatives nationales en faveur des femmes dans le système universitaire et réflexion sur de nouvelles actions à mener, notamment sur le plan l'éthique.
- Mise en perspective des différentes recherches, nationales et internationales, menées sur les femmes dans le monde académique de manière à identifier les obstacles toujours présents et faire ressortir les mesures qui ont porté leurs fruits.

Comité d'organisation :

- Anne Kupiec, Vice-Présidente des relations humaines, Directrice du Pôle Egalité Femmes-Hommes, Université Paris Diderot
- Rachida Lemmaghti, chargée de mission égalité, Université Paris Diderot
- Sophie Lhenry, sociologue, chargée d'études au PEFH, Université Paris Diderot
- Pascale Molinier, chargée de mission égalité, Université Paris 13 Villetaneuse
- Rebecca Rogers, chargée de mission parité hommes-femmes, Université Paris Descartes
- Marie Soledad Rodriguez, chargée de mission égalité, Université Paris Sorbonne Nouvelle
- Gabrielle Costa de Beauregard, chargée de mission, Sorbonne Paris Cité

Modalités de soumission des propositions de communication avant le 26 mai 2014

Les langues du colloque sont le français et l'anglais, avec traduction simultanée assurée lors des sessions plénières et dans certains ateliers, en fonction des besoins.

Trois possibilités de participation au colloque :

- 1) Une communication isolée
- 2) Un symposium avec 3 communications
- 3) Un poster

Envoi d'un résumé de 500 mots qui précise l'objet de la communication, les questions centrales, le corpus traité ou l'enquête de référence. Inclure également une bibliographie de 5 titres appropriés. Préciser l'articulation avec un ou plusieurs axes du colloque.

Pour un symposium, rajouter un argumentaire général de 300 à 500 mots. Joindre au résumé un curriculum vitae abrégé (pas plus de 2 pages).

Adresse pour la soumission des propositions : lesfemmesdanslemondeacademique@uspc.fr

Les réponses seront transmises début juillet 2014

Comité scientifique

Leora Auslander, University of Chicago, Elisabeth Belmas, Vice-Présidente du Conseil d'administration, Université Paris 13 Nicole Fouché, Association Réussir l'égalité femmes-hommes, EHESS, Delphine Gardey, Etudes genre, Université de Genève Claudine Hermann, Association Femmes et Sciences, Jacqueline Laufer, MAGE, HEC, Anne Larue, Université Paris 13, Emmanuelle Latour, Ministère des droits des femmes, Hélène Lee-Gosselin, Chaire Claire-Bonenfant « Femmes, savoirs et sociétés », Univ. Laval, Nicky Lefeuvre, Centre d'études genre, Université de Lausanne, Anne Le Friant, Institut Physique du Globe de Paris, Claire Le Jeune, Université Paris Descartes, Catherine Marry, Centre Maurice Halbwachs, CNRS, Margaret Maruani, MAGE, Paris Descartes, Olivier Martin, Cerlis, Université Paris Descartes, Matamoros Isabelle, Association EfiGies, Nicolas Mignan, Directeur Général des Services, Paris Descartes, Françoise Milewski, Presage, Sciences Po, Annie Montaut, Institut Nationale des Langues et des Civilisations Orientales, Anne Pépin, Mission pour les femmes au CNRS, Hélène Périvier, Presage, Sciences Po Emmanuelle Picard, LAHRHA, ENS LSH Lyon, Frédérique Pigeyre, Institut de recherche en gestion, Université de Paris Est-Créteil, Fabrice Virgili, Mnemosyne, IRICE, Université Paris I.

5.6

RAPPEL

Journées d'étude

« Veuves, veufs et veuvages en Europe à l'époque contemporaine (19^e-21^e siècle) »

Date limite : 20 juin 2014

Ce projet est né du constat qu'il n'existait pas de réflexion générale sur le veuvage en Europe à l'époque contemporaine, à la différence d'autres périodes historiques. Pourtant, malgré sa quasi invisibilité aujourd'hui en raison principalement de l'amélioration des conditions de vie et des transformations des structures familiales, le veuvage n'en reste pas moins, entre le début du 19^e siècle et les années 2000, un phénomène démographique d'importance, touchant plus ou moins 10% de la population en période de paix et beaucoup plus en période de conflit. Du fait de son impact juridique, social, culturel et psychologique, le veuvage constitue un prisme intéressant pour penser l'histoire des pratiques et des représentations des sociétés européennes. A ce titre, le présent appel à communication est ouvert aux différentes disciplines des sciences humaines et sociales : histoire, sociologie, droit, économie, sciences politiques, sciences de gestion, psychologie, littérature, afin de croiser les approches et les regards.

Par ailleurs, le poids des frontières nationales et le cadre local ou étatique des législations a, jusqu'à aujourd'hui, fortement pesé sur la manière de concevoir les phénomènes juridiques, sociaux et culturels comme le veuvage. *L'un des objectifs de ce projet de journées d'étude est d'inviter à renouveler les réflexions à ce propos, en incitant à des études comparatistes ou transnationales. Les réflexions pourront s'opérer selon deux focales. L'une interne, observant la diversité des veuvages en Europe, les comparant et tentant d'en saisir les éventuelles interactions et les influences mutuelles. L'autre externe, visant à définir les similitudes et caractéristiques qui sont propres aux sociétés européennes en matière de veuvage, au-delà des différences. Il s'agira, en somme, de dégager les spécificités locales des veuvages européens, les uns vis-à-vis des autres, et les spécificités européennes de ces veuvages vis-à-vis du reste du monde. A ce titre, les études sur la vision que les Européen.ne.s portent sur les autres veuvages pratiqués dans le monde ou, à l'inverse, celles sur les perceptions des non-Européen.ne.s sur les pratiques des populations du Vieux Continent peuvent prendre place dans la réflexion.*

Ce projet, enfin, vise à penser le veuvage dans sa dimension genrée, ce qui, notamment, implique de ne pas assimiler le veuvage exclusivement à une situation féminine. En effet les veufs sont de grands oubliés de l'historiographie et il serait intéressant d'analyser les raisons et les conséquences de cette absence dans les politiques sociales et les représentations culturelles. Penser le veuvage masculin permettra de mieux mettre en perspective les particularités du veuvage féminin et de dégager les rapports sociaux et de pouvoir afférents aux différences de traitement ou de situation selon le sexe.

Trois axes transversaux ont été définis, chacun introduisant ces trois dimensions, pluridisciplinaire, européenne et genrée. Chaque axe fera l'objet d'une journée d'étude :

- Journée d'étude 1 : Les institutions face au veuvage en Europe (2014)
- Journée d'étude 2 : Normes, pratiques et représentations du veuvage en Europe (2015)
- Journée d'étude 3 : Guerres et veuvages en Europe (2016)

Le présent appel concerne la journée 1

Journée d'étude 1 : Les institutions face au veuvage en Europe (8/12/2014, Bordeaux)

Le terme « institutions » inclut ici autant les collectivités publiques (communales, régionales, étatiques, européennes...) que privées (corporatistes, religieuses...). Quelle place tient le veuvage aux yeux des diverses institutions privées ou publiques ? Le veuvage est-il considéré comme un état digne d'intérêt par les unes et les autres ? Quelles institutions se préoccupent le plus de ces populations selon les lieux et les époques ? Quels rapports entretiennent ces institutions entre elles (notamment entre le public et le privé) ? Sont-ce des relations d'influence, de concurrence... ? Comment les veufs et veuves parviennent à se faire reconnaître par ces institutions ? Trois sous-axes peuvent guider les chercheurs :

Ø Diversité et rayonnement des institutions concernées par le veuvage

Ø Les modalités d'intervention des institutions face au veuvage

Ø Les acteurs et les actrices de la reconnaissance institutionnelle du veuvage

Aspects pratiques

Comité d'organisation :

Peggy Bette (CERHIO, Rennes 2)

Christel Chaineaud (CAHD, Bordeaux 4)

Comité scientifique :

Peggy Bette (CERHIO, université Rennes 2)

Christel Chaineaud (CAHD, université Bordeaux)

Magali Della Sudda (centre Emile Durkheim, Sciences Po-Bordeaux)

Françoise Leborgne-Uguen (université de Bretagne occidentale-Brest)

Yannick Marec (GRHIS, université Rouen)

Simone Pennec (université de Bretagne occidentale-Brest)

Paulette Robic (IEMN-IAE, université Nantes)

Bruno Valat (centre universitaire Jean-François Champollion-FRAMESPA- université Toulouse 2)

David G. Troyansky (Brooklyn College et le Graduate Center, City University of New York)

Olivier Vernier (ERMES, université Nice-Sophia Antipolis)

Fabrice Virgili (IRICE, université Paris 1)

Modalités de soumission des propositions de communication :

Les propositions de communication devront contenir les informations suivantes :

Nom, prénom

université ou laboratoire de rattachement

fonction

Titre envisagé de la communication

Texte de 2 à 3 000 signes en français ou en anglais précisant le contenu, la méthodologie et les sources

La date limite de soumission des propositions de communication pour la première journée est le **20 juin 2014**. Le comité scientifique répondra dans un délai d'un mois. Un nouvel appel à communication sera fait pour les journées 2 et 3 mais toutes les propositions sont d'ors et déjà bienvenues.

Les propositions de communication sont à adresser à veuvages.europe@gmail.com

Pour toutes informations complémentaires : veuvages.europe@gmail.com

5.7

Journée d'études

« Sexualité(e)s et enfermements »

Vendredi 12 décembre 2014, Université Lille 1

Date limite : 30 juin 2014

Cette journée d'études est une action du projet **SEXENFER**, coordonné par Gwénola Ricordeau et Régis Schlagdenhauffen. Elle est soutenue par l'Université de **Lille 1**, le **Clersé** (UMR 8019) et le laboratoire **Lise** (UMR 3320, Cnam/CNRS).

Contexte et enjeux :

Il a souvent été rapporté que les pratiques, les normes, ainsi que les représentations de la sexualité dans un univers fermé diffèrent de celles du reste de la société. Cette observation s'expliquerait par l'organisation de l'espace, la culture propre aux enfermés.e.s et les usages institutionnels qui contrôlent, réduisent ou interdisent les contacts entre les personnes enfermées avec les personnes extérieures.

Les individus vivant des situations d'enfermement physiques tels que dans les prisons, les camps d'internement et de concentration, les centres de rétention et les zones d'attente pour réfugié.e.s et demandeur.e.s d'asile, parfois pour une durée indéterminée, sont obligés de négocier la sexualité avec les détenteurs du pouvoir, mais aussi avec leurs « camarades d'infortune ».

Dans d'autres cas, l'enfermement peut se manifester de manière plus diffuse, notamment dans des institutions spécialisées (telles que les hôpitaux, maisons de retraite, internats, couvents, *gated communities*, etc.) posant la question de la « clôture » et par-delà celle de la perméabilité des relations sociales et sexuelles entre un « dedans » et un « dehors ».

L'avènement des études sur le genre, en France, a permis celui des travaux sur la sexualité. Ceux-ci demeurent néanmoins relativement limités dans le champ d'étude des lieux d'enfermement, que ceux-ci soient physiques ou symboliques.

Notre appel à communications suggère d'investiguer les relations entre enfermement et sexualités, au prisme des études sur le genre, et de questionner les frontières entre dehors et dedans.

Questionnement scientifique :

Les communications pourront notamment porter sur les cinq domaines suivants :

1. Histoire et pratiques de la non-mixité

Les pratiques de séparation des personnels et des personnes enfermées selon le sexe ; les personnels ou « extérieurs » de sexe opposé intervenant dans des lieux d'enfermement non-mixtes ; les discours sur les risques entraînés par la mixité...

2. Politiques et organisation de la sexualité

Organisation et répression de la sexualité ; mise en place d'aménagements de type « parloirs sexuels », chambres d'intimité ou d'amour ; mobilisations collectives légitimant un droit à la sexualité dans des institutions fermées.

3. La frontière dedans/dehors

Corps enfermant, corps enfermé ; adaptation et substitution des pratiques ; stratégies de transgression des normes institutionnelles, etc.

4. Pratiques, représentations et discours

Récits de personnes enfermées et de leur sexualité ; représentation des personnes enfermées dans les productions culturelles (théâtre, cinéma, littérature) ? Réception des représentations ?

5. Questions méthodologiques

Comment enquêter sur les sexualités dans les lieux d'enfermement ? Comment s'articulent ou se confortent les contraintes des enquêtes sur les sexualités et celles des enquêtes dans/sur les lieux d'enfermement ?

Modalités :

Cet appel à communications s'adresse en particulier aux chercheur.e.s travaillant en sciences sociales, histoire et littérature, mais il reste ouvert aux autres approches disciplinaires. Il n'est pas restrictif quant aux périodes historiques, ni aux aires géographiques étudiées.

Les propositions de communication des doctorant.e.s et des jeunes chercheur.e.s sont fermement encouragées.

Les propositions de communication (3 000 signes maximum, en indiquant un titre, votre statut et votre institution de rattachement) doivent être adressées par email **avant le 30 juin 2014** aux adresses suivantes : regis.schlagdenhauffen@ehess.fr / gwenola.ricordeau@univ-lille1.fr

Les réponses seront transmises courant juillet 2014.

Comité d'organisation :

Régis Schlagdenhauffen & Gwenola Ricordeau

6 – APPELS À CONTRIBUTION D'ARTICLES

6.1

Pour le Numéro 23 de LUMIERES (à paraître mi 2014)

« La cause des femmes dans l'Europe du XVIII^e siècle »

L'objectif n'est pas tant de collectionner des portraits de femmes du XVIII^e siècle (biographie(s) ou portraits de groupe) ni de proposer des tableaux de type sociologique de la situation des femmes appartenant aux élites sociales ou à des milieux plus modestes dans l'ensemble de l'Europe des Lumières ou dans un pays ou une région particulière. Il s'agit ici de retrouver chez les penseurs(seuses), écrivains(vaines), philosophes de ce siècle ou bien encore dans les écrits du for privé de femmes ou d'hommes, les éléments d'une critique de la condition sociale et/ou politique des femmes, voire de saisir une dynamique d'émancipation. Ou, en d'autres termes, de rechercher dans l'écriture les manifestations ou les traces de l'expression des spécificités de la condition

féminine via des formes de discrimination à leur égard ou d'affirmation de la domination masculine ou encore des perceptions de leur altérité.

Il semble particulièrement intéressant aux historien(ne)s associé(e)s à se projet d'identifier les moments, les situations, les contextes particuliers qui ont pu conduire ces auteur(e)s à une prise de conscience neuve. Il serait également bienvenu de repérer dans ces textes ou dans ces moments ce qui annonce une réflexion en terme de genre. À savoir lorsque les différences entre hommes et femmes sont pressenties comme un conditionnement social et non plus comme un donné biologique ou comme un invariant de la "nature " féminine.

Les sous-thèmes pourraient être les débats autour de l'éducation, de l'écriture des femmes, de la nature féminine, des rapports amoureux, de la galanterie ou encore de l'égalité entre les hommes et les femmes et l'accès à la citoyenneté.

Les articles peuvent proposer des recherches neuves ou des synthèses de travaux antérieurs.

Les propositions d'articles doivent nous parvenir au plus tard le 30 avril 2014 accompagnées d'un résumé de 500 mots maximum et d'une courte bio-bibliographie de l'auteur (e).

Les articles retenus seront à rendre pour le 15 juillet. Ils ne devront pas dépasser 35 000 signes. Ils devront s'accompagner d'un résumé en français et en anglais et de cinq mots-clés dans les deux langues.

Marie-Lise Paoli, MCF études anglophones Marie-Lise.Paoli@u-bordeaux-montaigne.fr
Dominique Picco, MCF histoire moderne, Dominique.Picco@u-bordeaux-montaigne.fr

6.2

RAPPEL



« Le tourisme des minorités sexuelles et de genre »

Date de soumission des textes : le 30 avril 2014

Le voyage d'agrément est une façon de s'illustrer et de se démarquer par l'acquisition de nouvelles expériences. Mais il est aussi des gens pour qui le voyage est avant tout un exercice d'affirmation d'un soi caché ou étouffé. Une telle situation résulte d'un milieu domestique qui ne permet pas d'atteindre l'émancipation recherchée. C'est le cas des personnes de minorités sexuelles (homosexuelles, bisexuelles, transsexuelles et transgenres). Pour ces gens, le séjour touristique dépasse le cadre du voyage récréatif ou de repos. Il constitue un moment privilégié pour vivre et assumer pleinement son identité, sans crainte de représailles. Le voyage des personnes de minorités sexuelles devient ainsi l'occasion d'émancipation et parfois même d'affirmation dans un espace où il est permis de s'affranchir de sa différence, ouvertement et en toute sécurité. Ainsi, ce tourisme (souvent appelé de façon plus restrictive « tourisme gai »), se dissocie complètement du tourisme sexuel – voyager dans le but de participer à des activités sexuelles, commerciales ou non, toutes orientations confondues. L'industrie du « tourisme gai » s'est considérablement développée, durant les vingt dernières années, signe d'un marché de plus en plus reconnu et sollicité. Parallèlement, la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles dans plusieurs États occidentaux, ces dernières décennies, peut porter à croire que l'illégitimité des minorités sexuelles est l'affaire du

passé. En quel cas, y a-t-il toujours un besoin pour un tourisme « gai » ? Inversement, les cas de violence physique et psychologique à l'égard des personnes de minorité sexuelle et l'homophobie encore affirmée à l'égard de cette population – comme dans le cas des Jeux olympiques de Sotchi, en Russie – suggèrent que l'oppression est loin d'être terminée. En quel cas, comment celle-ci affecte-t-elle les pratiques touristiques de ces personnes?

Ce numéro thématique de *Téoros* s'inscrit donc dans cette dynamique : comprendre dans un premier temps les besoins d'un groupe spécifique de voyageuses et de voyageurs et leurs pratiques. Dans un second temps, comprendre comment la destination et ses acteurs développent des produits et des expériences spécifiques à cette clientèle.

Votre contribution peut couvrir :

- l'état de la recherche sur le tourisme des personnes de minorité sexuelle;
- la mobilité des touristes homosexuels, bisexuels, transgenre et transsexuels;
- le rôle du voyageur spécialisé en services pour cette clientèle;
- le développement de services touristiques pour une clientèle hyper spécialisée sur les questions identitaires;
- les stratégies de mise en tourisme des destinations/entreprises ouvertes aux personnes de minorités sexuelles;
- la cohabitation du tourisme des minorités sexuelles avec les autres;
- les impacts de la ghettoïsation possible des personnes homosexuelles et transgenres et/ou des communautés hôtes;
- le rôle des médias sociaux dans la promotion des services et destinations spécialisées sur le tourisme des personnes homosexuelles et transgenres;
- l'impact de la culture populaire et de la représentation des minorités sexuelles sur le tourisme;
- le marketing du tourisme des personnes de minorités sexuelles;
- l'impact des festivals de fierté gaie (*gay pride*) sur la destination et son image (et sur les autres clientèles);
- toute autre question liée à la thématique.

En plus de documenter les problèmes auxquels font face ces touristes, ce dossier thématique recense et propose les solutions qui s'imposent pour construire une industrie de services touristiques sécuritaires et sains, ouverts à toutes et à tous.

Les auteur(e)s doivent faire parvenir un manuscrit rédigé préférentiellement en français présenté selon les règles de la revue, disponibles au www.teoros.revue.org/168. **Les textes soumis, en format Word (pas de PDF), doivent compter environ 7000 à 7500 mots et doivent comprendre un objectif (question) de recherche clairement énoncé ; un descriptif de la méthodologie de recherche employée et un volet théorique. Une étude de cas peut s'ajouter à ces éléments mais sans monopoliser l'ensemble de l'espace alloué au texte.** Le lectorat de *Téoros* est international. Les auteur(e)s sont invité(e)s à tenir compte de cette réalité dans la présentation de leur cas d'étude afin de les rendre accessibles aux lecteurs moins familiers avec la destination étudiée. Chaque article doit inclure les nom et prénom de tous les auteurs, leur titre principal et leur affiliation (une seule), leur adresse électronique (courriel) et postale, un résumé de 150 à 200 mots maximum en français, ainsi qu'une liste des mots clés (maximum de 5). Les auteurs sont invités à fournir 3 ou 4 illustrations, libres de droits et en haute résolution (300 dpi) en indiquant clairement la légende de la photo et le nom du photographe. Les manuscrits soumis pour la publication dans *Téoros* doivent apporter une contribution scientifique originale. Les auteurs restent responsables du contenu et des opinions exprimés ainsi que de la correction des données et des références bibliographiques. **La date limite pour soumettre un texte est le 30 avril 2014. Les propositions de textes doivent être adressées à la revue : teoros@uqam.ca**

Veillez inscrire « Tourisme GAI » dans la ligne de sujet. Pour plus d'information, veuillez contacter

Madame Anne FOURNIER, adjointe à la rédaction (teoros@uqam.ca)

TÉOROS

Téoros est un périodique de recherche universitaire de langue française. La revue, multidisciplinaire, a été créée en 1982 et est publiée deux fois l'an. *Téoros* est membre de l'Association canadienne des revues savantes (ACRS) et reconnue par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur de France (AERES).

Directeur et rédacteur en chef : Alain A. GRENIER, Ph.D.

7 – COMMUNIQUÉ

Le film de la demi-journée

« Égalité entre les femmes et les hommes dans les filières et les carrières scientifiques »
qui s'est tenue le 14 mars 2014 à l'Université Paul-Sabatier dans le cadre de la Mission Égalité
est désormais en ligne sur le site de l'UPS :

http://www.univ-tlse3.fr/1393241270864/0/fiche_actualite/&RH=1205765646895

8 – AVIS DE PARUTION



L'Association nationale des Études féministes (Anef) a le plaisir d'annoncer la sortie du livre blanc

Le genre dans l'enseignement supérieur et la recherche

D'actualité vive, l'ouvrage a pour objectif de présenter la situation actuelle et de regrouper des propositions d'actions visant à consolider cette institutionnalisation et à promouvoir l'égalité.

Disponible dans toutes les bonnes librairies ou par Internet à l'adresse : <http://ladispute.atheles.org/>

Voir le sommaire et le bon de commande page suivante

34 rue du professeur Martin
31500 Toulouse

www.anef.org
contact@anef.org

La communauté scientifique s'accorde aujourd'hui pour reconnaître un nouveau contexte et une étape supplémentaire dans l'institutionnalisation des recherches sur le genre. Les enseignements sur le genre acquièrent une nouvelle visibilité grâce à plusieurs initiatives qui renforcent leur légitimité.

En France la MIPADI (Mission de la PARité et de la lutte contre les DIScriminations) pilote, coordonne et accompagne les politiques d'action contre toutes les formes d'inégalités du Ministère de la de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Et, depuis mai 2012, le nouveau ministère des Droits des femmes, qui reprend sous sa tutelle le Service des droits des femmes et de l'égalité (SDFE) laisse espérer une écoute favorable aux enjeux des recherches féministes et sur le genre, car malgré les avancées qui restent fragiles, la France n'est pas en avance par rapport à ses partenaires européens ou nord-américains.

Ce Livre blanc, réalisé par l'Association nationale des études féministes (ANEF), a pour objectif de présenter la situation actuelle et de regrouper des **propositions d'actions visant à consolider cette institutionnalisation et à promouvoir l'égalité.**

✂

Je commande exemplaires de l'ouvrage : *Le genre dans l'enseignement supérieur et de la recherche* au prix de 20€, soit un montant total de euros, payable par chèque à l'ordre de :

La Dispute - Snédit, 109 rue Orfila, 75020 Paris

Nom : Prénom :

Institution :

Adresse :

.....

.....

Association nationale
des études féministes

Le genre dans l'enseignement supérieur et la recherche

Livre blanc



LA DISPUTE
legenredumonde

Table des matières

Préface	9
Introduction	13
Liminaire : Genèse et enjeux de l'institutionnalisation des recherches féministes	17
Dans le sillage du mouvement féministe (1970-1990)	17
L'institutionnalisation des recherches (1995-2012)	22
Des « études féministes » aux recherches sur le genre.....	27
Chapitre 1. Les liens entre la recherche féministe, les associations et les pouvoirs publics : le triangle de velours	31
Des exemples de réussites à différentes échelles	33
Une nouvelle forme d'intervention des pouvoirs publics : l'agence nationale de la recherche (ANR)	47
Chapitre 2. Enseignements sur le genre : des recensements à l'institutionnalisation	57
Les recensements des enseignements sur le genre, en France : histoire, enjeux et perspectives	58
Dans d'autres pays d'Europe, des obstacles	67
Une méthodologie délicate	77
Conclusion	84
Chapitre 3. La diffusion des savoirs sur le genre	87
État des lieux : publication et édition	89
Visibilité et publicité : des enjeux de taille nécessitant des outils adaptés, pérennes et évolutifs	94
Des dangers liés à l'évaluation des textes scientifiques	99
Formation des enseignantes et enseignants dans l'éducation nationale	103
Devenir et extension	107
Conclusion	112

Annexe 1. Tableau des collections	115
Annexe 2. Lettre ouverte au ministre de l'Éducation nationale ...	116
Annexe 3. La formation des enseignantes et enseignants : le cas de la Suisse	119

Chapitre 4. Les inégalités professionnelles dans l'enseignement supérieur et la recherche

123

Le monde académique : un monde aveugle aux inégalités sexuées	125
La situation paradoxale du système éducatif	129
État des lieux dans les établissements supérieurs d'enseignement et de recherche (ESR)	133
Les mécanismes de la discrimination entre femmes et hommes ...	141
Des dispositifs novateurs pour lutter contre les inégalités	146

Chapitre 5. Harcèlement sexuel et violences sexistes à l'université et dans l'enseignement supérieur

153

Introduction	153
La difficile émergence de la question du harcèlement sexuel et des violences sexistes	154
Ampleur et formes des violences sexistes et sexuelles	158
Les recours contre le harcèlement sexuel	170
Un dispositif novateur : la cellule de veille et d'information sur le harcèlement sexuel de l'université de Lille-3 (CEVIHS)	178
Annexe 4. Cellule de veille et d'information sur le harcèlement sexuel de l'université de Lille-3	189
Annexe 5. Charte à l'usage des membres de la Cellule de veille et d'information sur le harcèlement sexuel de l'Université de Lille-3	191

Propositions d'orientations stratégiques

195

Postface

197

Annexe 6. Chronologie du SDFE	205
Annexe 7. La Conférence permanente des chargé.e.s de mission Égalité/Diversité (CPED), ou mission assimilée, des universités françaises	209
Annexe 8. Sigles et acronymes	217